

L'ouverture des économies depuis le 19^e siècle : évolution et acteurs

Pour les économistes, *notre* mondialisation a environ 40 ans (1980s) ; elle repose sur 4 traits caractéristiques :

- L'accélération de l'ouverture extérieure commerciale des économies : **mondialisation commerciale**
- La mise en œuvre de stratégies globales de la part des firmes (DIPP) et la progression spectaculaire des IDE : **mondialisation productive**
- La mise en connexion des marchés financiers nationaux : **mondialisation financière**
- Un affaiblissement des régulations étatiques nationales (*au sens de réglementation*) alors que peine à émerger une **régulation supranationale**

Mais pour autant, il ne s'agit pas d'un phénomène totalement nouveau puisqu'une « première mondialisation » est intervenue entre 1870 et 1914 (**Suzanne Berger**, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié* (2003)). Cette première mondialisation (1870-1914) trouve ses racines dès le 18^e siècle, avant la Révolution industrielle. Il existe en effet des **échanges commerciaux importants en Europe**, en particulier sous l'impulsion de la GB et de la France, comme le montre **François Crouzet** dans *La guerre économique franco-anglaise au 18^e siècle* (2008). En effet, déjà depuis le 16^e siècle se pratiquait le **commerce triangulaire***. Par ailleurs, au RU, l'augmentation des débouchés extérieurs s'explique par la stagnation (*voire la baisse*) des salaires, qui rend la demande insuffisante, et oblige à écouler la production à l'extérieur. La Révolution industrielle entraîne ensuite une augmentation du volume et une diversification des biens échangés.

I- L'ouverture commerciale des économies au 19^e siècle :

A) L'évolution du commerce mondial au 19^e siècle :

Au cours du 19^e siècle, le rythme d'augmentation du commerce international est plus rapide que celui de la production mondiale : le commerce par tête est en effet multiplié par 25 entre 1800 et 1913, alors que la production par tête ne l'est que par 2,2 (**Michel Rainelli**, *Le commerce international*, 2009). Cette progression des échanges s'explique par la relative stabilité politique après 1815, la stabilité monétaire, la croissance économique liée à la 2^e Révolution industrielle, les progrès dans les moyens de communication (*chemin de fer, navires à vapeur*), l'influence des idées libérales, favorables au libre-échange et mises en pratique par le RU dès 1846.

Les échanges sont dominés par l'Europe (*occidentale, centrale et orientale*), sa part dans le commerce mondial atteignant environ 62% en 1913, et tout particulièrement par le RU, qui à elle seule en représente 18%. En fin de siècle toutefois, les *early starters* (RU, France) voient leur domination s'effriter au profit des USA et de l'Allemagne : l'Allemagne devient le second exportateur mondial en 1913, et les USA montent en puissance puisque leur part dans le commerce mondial double entre 1850 et 1913.

Pendant le 19^e siècle, la structure des échanges est constituée à 64% par les **produits primaires*** (*agricoles et miniers*) contre 36% pour les produits manufacturés (*textile*) comme nous le montre **Denis Brunn** dans *Le Commerce international dans le monde au 20^e siècle* (1991). Mais la première mondialisation a abouti au fait que les échanges de produits alimentaires, largement intra-européens au milieu du 19^e siècle, deviennent intercontinentaux, céréales et viandes provenant de plus en plus des pays neufs.

B) La progression du libre-échange sous des politiques commerciales plus libérales :

1- Le protectionnisme* domine largement dans le monde jusqu'en 1860 :

Jusqu'aux 1860s, la tendance est encore majoritairement au protectionnisme. Paul Bairoch évoque à ce titre un

« océan de protectionnisme cernant quelques îlots libéraux » dans Mythes et Paradoxes de l'histoire économique

(1995). Les USA notamment pratiquent alors des tarifs douaniers parmi les plus élevés du monde. La GB a également une forte tradition protectionniste, qui remonte aux *Actes de navigation** mis en place par Cromwell (1651), puis

aux **Corn Laws*** entre 1773 et 1815, et qui ont permis son développement. Les Etats Allemands aussi, comme en témoigne la création du **Zollverein*** (1834) sous l'influence de

Friedrich List.

2- Mais on constate un libre-échange relatif à partir de 1840, sous influence britannique :

a) L'ouverture de la Grande-Bretagne dans les 1840s... :

Très vite, la GB eut besoin d'exporter sa production et d'importer à moindre coût. En effet, la demande intérieure est de plus en plus forte, de par le poids croissant des classes moyennes (cf Patrick Verley, *L'échelle du monde*, 1997) et l'augmentation considérable de la population (*transition démographique*). Elle va donc suivre les prédications de Ricardo, qui voyait dans le libre-échange une solution à l'état stationnaire, ce qui, dans le même temps, répond à la loi de Malthus. Se forme alors en 1838 l'**Anti-Corn Laws League** sous l'impulsion de Richard Cobden et de John Bright, dont les idées vont triompher dans les 1840s sous Robert Peel. Cette décennie est en effet celle du mildiou de la pomme de terre en Irlande, qui fait prendre conscience que le protectionnisme est finalement dangereux. Une multitude de lois libre-échangistes vont donc se succéder : baisse des droits de douane sur l'huile, la farine et le riz (1842), fin de l'interdiction d'exporter des machines à filer (1843), abandon du privilège impérial sur les colonies (1845), abolition des **Corn Laws** (1846), suppression des **Actes de navigation** (1849), et enfin le **traité Chevalier-Cobden*** (1860) avec la France. La **première exposition universelle à Londres** (1851) est la manifestation de l'ouverture de la GB sur la scène internationale. Elle va également faire signer des « traités inégaux » en Extrême-Orient pour que les pays s'ouvrent au commerce international, notamment le **Traité de Nankin** (1842), imposé à la Chine.

b) ...est suivie par une multitude d'autres pays dans les 1850-1860s :

Le Japon sous l'**Ere Edo** (1641-1853) a une forte tradition protectionniste, qu'on qualifie de « Sakoku » (littéralement « fermeture du pays »), instaurée par le shogunat Tokugawa. A la suite de l'**expédition Perry** de 1853 et de la **Convention Kanagawa** (1854) qui en découle, le pays va s'ouvrir au commerce international. C'est le passage de l'**Ere Edo** à l'**Ede Meiji*** (1868-1912), qui marque le début d'une industrialisation rapide du Japon, notamment grâce à une intervention soutenue de l'Etat.

Après avoir résisté à la mise en place du libre-échange (*création de l'Association pour la défense du travail national* en 1846), la France va finalement s'ouvrir également dans les 1860s, en signant le **traité Chevalier-Cobden**, Cette date marque le lancement d'une kyrielle de traités de libre-échange en Europe : traités avec la Prusse (1862), l'Italie (1863), la Suisse (1864), la Suède et la Norvège en 1865 : c'est l'**effet domino**. La France supprime également l'**Exclusif*** (1861).

3- Les USA, patrie et bastion du protectionnisme :

Les USA ont une longue histoire protectionniste. Dès le 18^e siècle, Alexander Hamilton dans son **Rapport sur les manufactures** (1792) plaide pour la protection des industries dans l'enfance.

Au 19^e siècle, les USA sont une économie de rattrapage. Ils font reposer leur croissance sur l'agriculture, secteur dans lequel ils deviennent une grande puissance et ce grâce à l'abondance des terres, de capitaux, de matières premières, et, selon Bairoch, grâce aux pratiques protectionnistes. Dans les 1860s, ils sont tiraillés entre au Sud les agriculteurs favorables au libre-échange et au Nord les industriels favorables au protectionnisme, ce qui est en partie la cause de la **guerre de Sécession*** (1861-1865) qui voit finalement triompher la position protectionniste du Nord. Ils connaîtront alors une très forte croissance économique de 1870 à 1890. A ce titre, Bairoch écrit dans *Mythes et paradoxes* (1995) que « les vingt meilleures années de la croissance américaine furent celles de la période protectionniste pendant que les principaux concurrents des Etats-Unis suivaient une politique libérale » car ils n'ont

« pas joué le jeu » : ils sont restés protectionnistes alors que les autres pays étaient devenus libre-échangistes.

C) Retour du protectionnisme et affirmation du colonialisme (1879-1913) :

1- Grande Dépression (1873-1896) et retour du protectionnisme :

Nous sommes dans la phase B du 2nd **Kondratieff**, période de **décélération de l'activité économique**. Initiée par le **krach boursier de mai 1873**, la crise économique de la **Grande dépression** touche particulièrement **l'agriculture**, dont les prix diminuent fortement. Incapables de concurrencer les producteurs agricoles des pays émergents de l'époque (USA), les pays réagissent en adoptant des **mesures protectionnistes**. L'Allemagne amorce ce mouvement avec le **tarif Bismarck (1879)** puis sera suivie par la France qui protège son industrie (**1881**) puis son agriculture (**1883**), avant de mettre en place les **tarifs Méline (1892)** puis la **loi du cadenas (1897)**. De la même façon, les USA mettent en place les **tarifs McKinley (1890)**, qui porte les droits de douane à 50%, et les **tarifs Dingley (1897)**. Seule l'Angleterre reste libre-échangiste.

Mais paradoxalement, **les échanges continuent de croître**. En effet, certains pays bénéficient de « **raccourcis technologiques** » (**Alexander Gerschenkron**, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, 1962) leur permettant de s'industrialiser rapidement. C'est ainsi que des pays comme les USA, l'Allemagne, le Japon et la Russie connaissent leur **take-off***. De plus, les **échanges commerciaux avec les colonies** augmentent considérablement, facilités par les **progrès dans les transports**. D'un point de vue conjoncturel, l'économie repasse dans une phase A en **1896**.

2- **Colonialisme et impérialisme :**

Entre **1880** et **1914** s'amorce un véritable processus de **compétition territoriale** entre les puissances européennes en Afrique : c'est le **partage de l'Afrique**. En effet, les colonies, dans le contexte de la Grande Dépression, sont perçues comme des **viviers de débouchés pour les entreprises européennes**. De plus, c'est à cette époque que naissent les **théories de la supériorité de l'Homme blanc** (**Arthur de Gobineau**, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, 1853), qui donnent bonne conscience aux colonisateurs, qui considèrent être chargés d'une **mission civilisatrice**. La France s'empare alors de la Tunisie, où elle installe un protectorat en **1881**. La GB intervient en Égypte en **1882**. La **Conférence de Berlin (1885)** réunit les grandes puissances européennes et fixe les grands principes de la colonisation de l'Afrique. La France et la GB sont désormais **à la tête de vastes empires**, ce qui n'est pas sans susciter la jalousie de l'Allemagne, qui, fraîchement unie depuis **l'Unification politique de l'Allemagne (1871)**, réclame une « **place au soleil** » pour s'affirmer comme grande puissance mondiale. **Wilhelm II** lance alors en **1890** la Weltpolitik », visant à faire de l'Allemagne une **puissance maritime et coloniale**, pour concurrencer la flotte britannique. Face à cette montée des tensions, la GB, la France et la Russie forment la **Triple-Entente** dans les **1890s-1900s**, tandis que l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche-Hongrie forment la **Triple-Alliance**.

C'est donc une époque marquée par **l'impérialisme***. Du point de vue théorique, des auteurs, inspirés par **John Atkinson Hobson** et son ouvrage *Imperialism (1902)*, vont montrer que, sous l'emprise de quelques métropoles, le partage du monde pauvre est de plus en plus fort au profit des plus riches. C'est le cas de **Lénine**, qui montre dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916)* que l'impérialisme a créé des « **unions internationales monopolistes qui se partagent le monde** »* et a favorisé les **mouvements de concentration industrielle et financière**.

Toutefois, même si la colonisation a été **rentable** pour les colonisateurs, cette importance est toutefois à nuancer. En effet, **Jacques Marseille** dans *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce (1984)* puis **Paul Bairoch** dans *Mythes et Paradoxes de l'histoire économique (1995)* s'emploient à montrer que l'idée selon laquelle les pays développés tiraient toute leur richesse de leurs colonies est un **mythe**.

D) La domination des multinationales européennes, investissant principalement dans le secteur primaire :

En **1914**, le stock mondial des IDE* est majoritairement détenu par les firmes britanniques (46%) ; à eux seuls, la GB, les USA, la France et l'Allemagne détiennent 71% du stock mondial d'IDE. Mais au cours de la première mondialisation, les mouvements de capitaux sont essentiellement dominés par les **investissements de portefeuille** et notamment les **titres obligataires** (notamment ce qu'on a appelé les « **emprunts russes** »). Les pays receivers d'investissements sont pour les 2/3 des pays « en développement ».

Au cours de la première mondialisation, nombre de multinationales sont des « firmes primaires » (Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, 2002), cad que la multinationalisation des firmes commence dans

le secteur primaire. On est alors encore dans la première configuration de la mondialisation, qu'il appelle la **configuration « internationale »** [cf fiche]

II- Du protectionnisme de l'entre-deux-guerres à la seconde mondialisation à partir de la décennie 1980 :

A) La mondialisation n'est pas irréversible : le recul de la première moitié du 20^e siècle :

→ La 1^e GM transforme le monde « développé » dans la mesure où sur le plan financier, l'Europe est ruinée et les Etats-Unis, débiteurs de l'Europe au 19^e siècle, deviennent son créancier.

1- L'essor des 1920s fait face à une sévère contraction des échanges dans les 1930s à cause des « égoïsmes sacrés » :

Le début des 1920s est marqué par une contraction de l'activité économique : le commerce mondial est d'environ -1,5% par an entre 1921 et 1925 (s'explique par le problème des réparations, les perturbations monétaires comme l'hyperinflation allemande). La seconde moitié des 1920s est en revanche marquée par une reprise de l'activité économique : la croissance du commerce mondial est de 7% par an entre 1926 et 1929.

Mais la crise de 1929 voit s'effondrer les échanges internationaux, et notamment à cause de la **déflation**, qui a des conséquences catastrophiques dans les pays développés, s'étendant même jusqu'aux pays du Tiers-Monde qui avaient entamé un processus de développement sur l'exportation de produits primaires (Chine, Inde, Amérique latine). Les pays européens réorientent leur commerce à destination de leurs colonies : le RU met en place la préférence impériale en 1932 lors des **Accords d'Ottawa** (si bien que les importations britanniques en provenance de sa zone d'influence passent de 30% à 70%), et l'Algérie devient le premier partenaire de la France.

Au cours des 1930s se met alors en place un **arsenal protectionniste** partout dans le monde développé. Les USA augmentent leurs droits de douane avec les **tarifs Fordney McCumber** (1922) puis les **tarifs Hawley-Smoot** (1930), qui remontent les droits *ad valorem* jusqu'à 50%. La France adopte le mécanisme du **clearing** (ou « compensation ») afin de ne pas avoir à sortir de devises. Par ailleurs, la GB dévalue la livre en 1931, et les USA le dollar en 1934. Chaque pays essaie donc de **dévaluer sa monnaie** pour développer ses exportations : des zones monétaires sont alors mises en place (*zone sterling, zone dollar, le « bloc-or »*). Les échanges sont alors canalisés sur la zone, ce qui **restreint les échanges hors-zone**. C'est la **guerre des monnaies**.

2- Le déclin de l'Europe :

Dans la 1^e moitié du 20^e siècle, l'Europe décline, et surtout la GB. Berceau de la 1^e Révolution industrielle et « atelier du monde » jusqu'aux 1870s (Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, 1971), elle ne prend pas le

virage de la 2nde Révolution industrielle : elle fait preuve d'un certain **conservatisme technologique** (elle ne développe pas de grandes écoles d'ingénieurs) et fait face à une concurrence accrue dans le secteur de l'industrie de la part des pays émergents. De plus, elle donne la **priorité à la sphère financière** au détriment de l'investissement dans la R&D

et l'industrie (Piketty, *Le Capital au 21^e siècle*, 2013), ce qui rapportait à court terme mais **finançait également la croissance américaine** (infrastructures, industrie).

Les USA s'imposent alors progressivement comme le **premier exportateur de produits manufacturés**, et les **premiers exportateurs de capitaux**. On assiste ainsi à une modification de la hiérarchie entre les puissances commerciales.

La DIT est toujours semblable à celle de la fin du 19^e siècle : la part des produits primaires représente toujours environ 2/3 des exportations mondiales.

B) Une reprise de l'internationalisation des échanges tandis que s'affirme la multinationalisation des firmes (1945-1970s) :

1- L'ouverture commerciale des pays développés est encouragée par des politiques

commerciales :

Après la 2^e GM, le commerce mondial progresse à un rythme plus rapide que celui de la production mondiale, sur fond de croissance économique soutenue (*forte augmentation de la demande*) et de stabilité des taux de change (*SMI de Bretton Woods, 1944*). Les institutions jouent un rôle majeur, en voulant à tout prix rompre avec le protectionnisme : le FMI (1944), l'ONU (1945) le GATT (1947), puis la CEE après les *Traités de Rome (mars 1957)*. Les accords du GATT notamment visaient à assurer la libéralisation progressive des échanges en éliminant les obstacles tarifaires et non-tarifaires ; il aboutit à la mise en place d'un cadre multilatéral pour la gestion des problèmes commerciaux.

Toutefois, on constate de fortes disparités des taux d'ouvertures. En effet, alors que le Japon, la France, le RU et l'Allemagne connaissent des taux d'efforts d'exportation (_____) respectivement de 11%, 15%, 19% et 20% en

1960, les USA eux restent un pays très fermé (*un effort d'exportation de 5% et une demande intérieure satisfaite par la production nationale*)

2- De la domination des USA jusqu'aux 1960s à l'affirmation du Tiers-Monde dans les 1960s :

Au lendemain de la 2^e GM, les USA dominent largement le monde : dans les 1960s, les firmes américaines contrôlent la moitié des IDE mondiaux. Ils investissent fortement en Europe via des filiales-relais, ce qui permet en même temps le transfert technologique (*grâce à des entreprises comme Ford ou Opel*).

A cette époque, le Tiers-Monde est, comme le dit Sauvy, « ignoré, exploité, méprisé » (1952) : il est en effet de moins en moins important dans l'origine et la destination des échanges. Ce constat met un coup rude à la thèse impérialiste (développée par Lénine, selon laquelle le fait de rechercher des débouchés dans les colonies permet de lutter contre la loi de la baisse tendancielle des taux de profit). Lipietz dans *Mirages et miracles* (1986) montre en effet que le système fordiste –par l'indexation des salaires– permet au capitalisme de trouver des débouchés dans la société capitaliste. D'où la marginalisation des pays du Tiers-Monde par le système fordiste, le système capitaliste a résolu son problème de débouchés.

Mais au milieu des 1960s, une partie des pays du Tiers-Monde (*les NPIA : Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong*) abandonnent les politiques d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) au profit de la promotion aux exportations (*exportations de produits manufacturés à très bas prix*), si bien que le Tiers-Monde monte en puissance.

C) La deuxième mondialisation (1978-2008) :

1- L'évolution des échanges internationaux de marchandises :

A partir de la décennie 1980, les échanges de marchandises progressent (*mondialisation commerciale*), les échanges d'IDE croissent encore plus rapidement (*mondialisation productive*) et la mondialisation financière explose, si bien qu'aujourd'hui, 4 jours d'échanges monétaires représentent (*en valeur*) un an d'échanges commerciaux. De plus, les chocs pétroliers n'ont pas les mêmes effets sur les échanges internationaux que la crise des 1930s : en effet, la crise entraîne non pas une contraction du commerce international mais l'entrée dans la mondialisation, car le processus d'internationalisation des échanges reprend de plus belle après 1975. Les exportations progressent 2 fois plus vite que la croissance. Cette évolution s'explique par :



La 3^e Révolution industrielle des NTIC, qui réduisent considérablement les frais de transport de données

- La **révolution du container** qui permet un abaissement substantiel des coûts du transport, notamment grâce à la suppression des « **ruptures de charge** ». 90% du transport de marchandises solides par mer se font aujourd'hui par container

- La remise en cause de Bretton Wood en **1976** qui, *via* la suppression de la fixité des taux de change, permet un développement de l'endettement international, ce qui **lève la contrainte de l'équilibrage des comptes extérieurs**

- La **déréglementation** (encouragée par le FMI et la Banque mondiale dans le cadre du **Consensus de Washington**) : les marchés ont pu fonctionner de manière plus libre que par le passé
- Le **développement du fret aérien**

La structure d'échange a également évolué : l'augmentation rapide des échanges de **produits manufacturés** entraîne un recul relatif des échanges de produits primaires dans le commerce mondial. De même, la part des **services** (financiers, informatiques, et le transport) augmente à partir des **1970s**. Comme le montre **Jean-Louis Muchielli** dans *La mondialisation, chocs et mesures* (2008), les **échanges « intra-branches »** (produits issus d'une même branche d'activité, mesuré par le **coefficient de Grubel et Lloyd**) se sont bcp développés, représentant par exemple plus de 80% des échanges franco-allemand. Par ailleurs, le développement des FTN* et la DIPP ont entraîné une **montée des échanges « intra-firmes »** (entre maisons-mères et filiales* d'une même FTN), ce qu'on appelle le

« **commerce captif** ». On note enfin une forte **régionalisation des échanges** grâce à la l'instauration de l'ALENA (USA, Canada, Mexique), du MERCOSUR et de l'ASEAN.

Toutes ces évolutions ont entraîné une **hausse considérable du taux d'ouverture des nations** : celui des Etats Unis s'établit en **2008** à 18%, 29% pour le Royaume Uni, 26% pour la France et même 47% pour l'Allemagne !

2- **La vigueur de la mondialisation productive et le phénomène des délocalisations :**

Les IDE ont connu une envolée à partir de **1982** (certes erratique du fait de sa sensibilité à la conjoncture ; de fortes chutes des IDE font suite aux récessions du début des **1980s-1990s** et à l'éclatement de la bulle Internet). Le sommet historique des flux d'IDE est atteint en **2007**, où il s'établit à 1700 milliards de dollars, du fait notamment du boom des **fusions-acquisitions transfrontalières** (achat d'une unité de production dans un pays). **Michalet** dans *Qu'est-ce que la mondialisation* (2002) met en avant que l'on sort de la **configuration multinationale** pour entrer dans la **configuration globale**, caractérisée par la déréglementation des échanges de capitaux (notamment d'IDE) : des entreprises étrangères peuvent désormais prendre le contrôle des entreprises nationales.

C'est la vigueur de ces IDE qui nous permet de parler de mondialisation, notamment parce qu'au sein des échanges internationaux, 1/3 des échanges relèvent du commerce intra-firmes (captif), réalisés à des **prix de transfert**. Cette évolution a été rendue possible par la profonde **influence libérale** dont ont été emprises les institutions (ce qui les a conduit à modifier leurs lois sur les IDE, si bien que les entreprises étrangères peuvent aujourd'hui librement prendre le contrôle d'entreprises nationales), ainsi qu'aux **mouvements de privatisations**.

3- **Le retour du Sud :**

Si dans les **1950-1960s** et jusque dans les **1970s** le Sud est marginalisé, **l'abandon des stratégies d'ISI** par les « dragons » et la **hausse du prix du pétrole** engendre un **effet-prix** qui permet à la plupart des pays du Sud de connaître une hausse dans les exportations mondiales. Le contre-choc pétrolier dans la décennie **1980** (le prix du baril passe de 40\$ à 10\$) souligne le poids des pays du Sud dans la production mondiale : les pays de l'OPAEP ont à eux-seuls lourdement influencé les cours du pétrole. Par ailleurs, les travailleurs chinois constituent aujourd'hui une « **armée de réserve industrielle** » et sont, à l'échelle planétaire, à l'origine de la stabilité voire de la baisse des salaires ouvriers.

L'évolution du lexique traduit cette importance nouvelle du Sud : la notion de « **pays émergent** »* nait et remplace le terme de « pays sous-développé ». A partir des **1990s** et de la montée en puissance des « **BRIC** »*, l'ancien

classement des pays dans le monde est remis en cause. La Chine devient par exemple le premier exportateur mondial.

Avec cette [multipolarisation du monde](#), les spécialisations évoluent. La [DIT classique](#) (*les pays riches exportent des produits manufacturés, les pays pauvres des produits primaires*) laisse sa place à la [NDIT](#) à partir des [1970s](#), portée par les [NPI](#) en particulier asiatiques (*Hong-Kong, Corée du Sud, Taïwan, Singapour*) : les productions sont aujourd'hui

[éclatées dans le monde](#), et les PED exportent des produits manufacturés à hauteur de plus de 70%.

Conclusion :

On peut donc aujourd’hui véritablement parler de mondialisation dans la mesure où

l’ancien Sud est désormais pleinement intégré dans les échanges mondiaux ; les flux Nord-Sud se sont développés et les flux Sud-Sud sont les plus dynamiques. De plus, avec la crise, les productions *low cost* des pays émergents ont été attractives pour les pays du Nord (*vêtements chinois,..*). Cette crise de 2008 a cependant été marquée par un effondrement des échanges internationaux et des IDE, si bien que certains comme se sont mis à parler de « *démondialisation* » (Jacques Sapir, *La Démondialisation*, 2011).